



Frontières en évolution : La crise des déplacements de population en Afrique et ses conséquences sur la sécurité



Le nombre record de 25 millions de personnes déplacées recensé en 2018 représente une augmentation de près de 500 % par rapport à 2005. En outre, il n'est pas largement reconnu que plus de 95 % des Africains déplacés de force restent en Afrique. Les deux tiers de ce total, soit près de 17 millions de personnes, restent dans leur propre pays. La « crise migratoire » de l'Afrique est donc plus précisément une « crise des personnes déplacées ». En d'autres termes, la migration vers l'Europe n'est que la partie visible de l'iceberg du déplacement de population en Afrique.

[Ce rapport](#) explore les facteurs de déplacement de population en Afrique, ses ramifications sécuritaires, et suggère des priorités pour renverser cette tendance déstabilisante.

Le conflit et la gouvernance répressive sont les deux facteurs principaux du déplacement en Afrique.

- › Les 13 pays Africains qui font face à un conflit armé représentent presque 90 % des 25 millions de personnes déplacées. La concentration régionale de ces conflits veut dire que ceux qui cherchent à se réfugier dans des pays voisins y trouvent d'autres dangers. Alors même que plus de 4,1 millions de personnes ont été déplacées par le conflit au Soudan du Sud, le pays accueille 300 000 réfugiés de pays voisins.
- › Sur les 10 pays Africains avec le plus grand nombre de personnes déplacées, 9 sont gouvernés par des gouvernements à tendance autoritaire. De même, 75 % des pays Africains qui font face à un conflit armé ont un gouvernement répressif. L'absence d'un espace politique ouvert et l'application inégale de l'état de droit sont donc au cœur d'une grande partie des mouvements de population en Afrique.

Cette crise de déplacement a des effets directs sur la sécurité.

- › Le chiffre grandissant de migrants économiques et de personnes déplacées de force a créé un nouveau marché de trafic de personnes très lucratif et estimé d'une valeur de \$ 765 million par an sur la seule route à travers le Sahara. Ce trafic est à l'origine d'un transfert de ressources des personnes vulnérables vers des réseaux criminels transnationaux, des milices, des organisations militantes et des groupes terroristes.
- › Les communautés qui accueillent les populations déplacées font face à d'énormes tensions économiques, environnementales et sociales. Le nord de l'Uganda par exemple, où vivait déjà 1,9 millions de personnes, a accueilli plus d'un million de réfugiés sud-Soudanais en 2018. Alors même que les ressources diminuent, le risque d'instabilité en Ouganda, qui a sa propre histoire de conflit, augmente.

Il faut répondre aux facteurs de cette crise, et pas seulement à ses symptômes, si cette tendance doit être inversée.

Sur les **1.5 millions** d'Africains déplacés de force tous les ans ...

95 % restent
sur le
continent

66 % restent
dans leur pays
d'origine

85 % viennent de 8 pays : le Soudan du Sud, la RDC, la Somalie, le Soudan, l'Éthiopie, le Nigéria, la (RCA) et le Cameroun – tous en conflit.

Lire le [Rapport d'analyse](http://www.africacenter.org/fr/publications) sur www.africacenter.org/fr/publications.